



DÉCISION N°19 DU 6 FEVRIER 2026

AJUSTEMENT DES PROVISIONS POUR CREANCES DOUTEUSES

Le Président,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2123-2 qui inscrit les dotations aux provisions dans les dépenses obligatoires des collectivités ;

Vu l'article R.2123-2 du CGCT modifié par le décret n° 2022-1008 du 15 juillet 2022 qui introduit dans la partie réglementaire du CGCT la suppression de l'obligation pour les assemblées délibérantes de délibérer pour autoriser la constitution, l'ajustement ou la reprise d'une provision. Ainsi, à compter du 16 juillet 2022, le Maire ou le Président devient seul compétent pour gérer les provisions obligatoires et facultatives ;

Vu les instructions budgétaires et comptables M49 et M57 ;

Vu l'arrêté inter préfectoral n°97/19/DAD des 23 et 30 décembre 1997 portant création de la Communauté de Communes du Pays Houdanais (CCPH) entre les communes de Bazainville, Boisssets, Civry-la-Forêt, Gressey, Houdan, Richebourg, Tacoignières (Yvelines) et Boutigny-Prouais, Champagne et Goussainville (Eure-et-Loir) ;

Vu l'arrêté préfectoral n°78-2022-02-24-00002 en date du 24 février 2022, portant modification des statuts de la Communauté de Communes du Pays Houdanais ;

Vu la délibération n°24/2020 en date du 15 juillet 2020 relative à l'élection du Président de la CC Pays Houdanais ;

Vu la délibération n°27/2020 en date du 15 juillet 2020 relative à la délégation de pouvoir du Conseil communautaire au Bureau communautaire ;

Vu la délibération n°17/2022 du 15 février 2022 donnant délégation d'une partie des attributions du Conseil communautaire au Président ;

Vu la décision n°3/2023 du 23 janvier 2023 constituant des provisions pour créances douteuses pour le budget principal de la CCPH, pour le budget de l'Hôtel Pépinière d'Entreprises et pour le budget SPANC ;

Vu la décision n°104/2023 du 22 décembre 2023 ajustant les provisions pour créances douteuses pour le budget principal de la CCPH, pour le budget de l'Hôtel Pépinière d'Entreprises et pour le budget SPANC ;

Vu les délibérations n° 26/2025, 28/2025, 30/2025 et 32/2025 du 10 avril 2025 adoptant les budgets primitifs 2025 du budget principal de la CCPH, du budget de l'Hôtel Pépinière d'Entreprises et du budget SPANC ;

Vu la décision n°55/2025 du 12 mai 2025 ajustant les provisions pour créances douteuses pour le budget principal de la CCPH, pour le budget de l'Hôtel Pépinière d'Entreprises et pour le budget SPANC ;

Considérant que dans un souci de sincérité budgétaire, de transparence et de fiabilité des résultats de fonctionnement des collectivités, la constitution des provisions pour les créances douteuses constitue une dépense obligatoire au vu de la réglementation et qu'il convient de les ajuster chaque année au vu des éléments transmis par le comptable public ;

Considérant les états de provisionnement des créances fournis par le comptable public pour le budget SPANC ;

Adainville
Bazainville
Boinvilliers
Boisssets
Bourdonné
Boutigny-Prouais
Civry-la-Forêt
Condé-sur-Vesgre
Courgent
Dammartin-en-Serve
Dannemarie
Flins-Neuve-Église
Goussainville
Grandchamp
Gressey
Havelu
Houdan
La Hauteville
Le Tartre-Gaudran
Longnes
Maulette
Mondreville
Montchauvet
Mulcent
Orgerus
Orvilliers
Osmoy
Prunay-le-Temple
Richebourg
Rosay
Septeuil
Saint-Lubin-de-la-Haye
Saint-Martin-des-Champs
Tacoignières
Tilly
Villette

COMMUNAUTÉ
DE COMMUNES
PAYS HOUDANAIS

22, porte d'Épernon
CS 00050
78550 Maulette

T. 01 30 46 82 80
F. 01 30 46 15 75

ccph@cc-payshoudanais.fr

www.cc-payshoudanais.fr

Accusé de réception en préfecture
078-247800550-20260206-DEC19-AR
Date de réception préfecture : 10/02/2026

DÉCIDE :

ARTICLE 1^{er} : D'ajuster les provisions des créances douteuses pour le budget SPANC par la méthode prenant en compte l'ancienneté de la créance comme premier indice des difficultés pouvant affecter le recouvrement d'une créance avec un taux de dépréciation de 16% pour les créances de plus de 2 ans ainsi qu'il suit :

Budget	Provision avant ajustement	Ajustement 2025	Provision totale
SPANC	1 988,00 €	377,00 €	2 365,00 €

ARTICLE 2 : D'indiquer que les crédits correspondants sont inscrits à l'article 6817 « dotation aux provisions pour dépréciation des actifs circulants » de chacun des budgets.

ARTICLE 3 : D'indiquer que l'ajustement des provisions sera fait par l'émission de mandats au compte 6817 dans le cadre des compléments de provision et de titres au compte 7817 dans le cadre de reprise sur la provision sur chaque budget. Toutefois les compléments ou reprises d'un montant inférieur à 20 € ne feront pas l'objet d'écritures.

ARTICLE 4 : Madame la Directrice Générale des Services et Madame la Trésorière sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution de la présente décision, dont copie sera transmise au contrôle de légalité.

Fait à Maulette, le 6 février 2026

P/ Le Président empêché,
La 1^{ère} Vice-Présidente,
Josette JÉAN




Publiée sur le site internet de la CAPH le : 10 FEV. 2026

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa publication ou notification et de sa transmission au contrôle de légalité, l'absence de réponse dans un délai de deux mois à compter de la réception du recours équivaut par principe, et sauf exceptions, à une décision implicite de rejet en application de l'article L.411-7 du Code des relations entre le public et l'administration, et d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Versailles, notamment par voie électronique via l'application « télérecours citoyen » accessible sur le site internet www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa publication ou notification et de sa transmission au contrôle de légalité, ou à compter de la réponse explicite ou implicite du Président si un recours gracieux a été préalablement exercé, notamment dans les cas où un recours administratif préalable est obligatoire.

Accusé de réception en préfecture
078-247800550-20260206-DEC19-AR
Date de réception préfecture : 10/02/2026